

Retrouvez tous les marchés publics et privés parus sur les 12 départements du Grand Ouest sur : centraledesmarchés.com

Pour faire paraître une annonce légale : **Medialex**, tél. 02 99 26 42 00 - Fax 0 820 309 009 (0,12€ la minute) e-mail : annonces.legales@medialex.fr - Internet : www.medialex.fr

Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2022, soit 0,183 € ht le caractère.
Les annonceurs sont informés que, conformément au décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, www.actulegales.fr.



Accord-cadre à bons de commande pour des travaux de remise en état des embellissements des logements et/ou parties communes du parc

PROCÉDURE ADAPTÉE

- 1 - Pouvoir adjudicateur** : Société Caennaise de Développement Immobilier La Caennaise, Péricentre II, 66, avenue de Thiès, BP 75174, 14075 Caen cedex 5. Tél. 02 31 46 82 20, fax 02.31.43.78.11.
- 2 - Procédure de passation** : procédure adaptée conformément aux dispositions du Code de la commande publique par ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et des dispositions de l'article R.2123-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.
- 3 - Lieu d'exécution** : Caen et proches communes.
- 4 - Objet du marché** : accord-cadre à bons de commande pour des travaux de remise en état des embellissements des logements et/ou parties communes du parc de la Caennaise SCDI.
- 5 - Désignation des lots** : lot unique.
- 6 - Durée du marché** : l'accord-cadre prendra effet à sa date de notification et se terminera le 1er mars 2025. Il peut être reconduit tacitement par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 1er mars 2028.
- 7 - Modalité d'obtention du dossier de consultation** : le dossier peut être télécargé sur <https://marches-securises.fr>
- 8 - Justificatifs à produire quant aux qualités et capacités du candidat** : les candidats à la présente consultation devront constituer un dossier complet, daté et signé par leurs soins, comprenant les pièces désignées au règlement de consultation.
- 9 - Modalités de remise des offres** : Conformément à l'article 2132-7 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage informe les candidats que la procédure est entièrement dématérialisée. L'offre sera adressée directement sur la plateforme des marchés publics à <https://marches-securises.fr> suivant les modalités du règlement de consultation.
- 10 - Clause d'insertion** : sans objet.
- 11 - Date limite de réception des offres** : le vendredi 22 décembre 2023 à 12 h 00, délai de rigueur.
- 12 - Critères de jugement des offres** : offre la plus avantageuse en fonction des critères fixés au règlement de consultation.
- 13 - Délais de validité des offres** : 120 jours.
- 14 - Renseignements techniques et administratifs** : conformément à l'article 2132-2 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage informe les candidats que les communications et échanges d'informations effectués dans le cadre de la procédure de passation seront réalisés par voie électronique, selon les modalités et sous réserve des exceptions prévues par voie réglementaire.
- 16 - Date de l'envoi de l'avis à la publication** : le 16 novembre 2023.

Avis de marchés publics

Procédure adaptée
Marchés inférieurs à 90 000 € HT

Ville de Domfront-en-Poiraie

Travaux d'éclairage du parking du Colombier

PROCÉDURE ADAPTÉE

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : ville de Domfront-en-Poiraie. Correspondant : M. Bernard Souli, place de la Roirie, 61700 Domfront-en-Poiraie, tél. 02 33 30 60 62, courriel : n.legrand@villededomfront.fr
Adresse internet du profil d'acheteur : <https://demat.centraledesmarchés.com/7073062>
Type d'organisme : commune.
Objet du marché : travaux d'éclairage du parking du Colombier.
Type de marché : travaux.
Site ou lieu d'exécution principal : rue du Colombier, 61700 Domfront-en-Poiraie. L'avis implique un marché public.
Type de procédure : procédure adaptée.
Date limite de réception des offres : 14 décembre 2023 à 12 h 00.
Date d'envoi du présent avis : 16 novembre 2023.



Mission de maîtrise d'oeuvre pour la réhabilitation de 20 logements à l'Aigle
"Bâtiment Jean de la Varende"

PROCÉDURE ADAPTÉE

Orne Habitat, M. le Directeur général, 42; rue du Général-Fromentin, 61003 Alençon. Tél. 02 33 31 45 45.
Siret : 495 176 158 00014.
Référence acheteur : 23S0047.
L'avis implique un marché.
Objet : mission de maîtrise d'oeuvre pour la réhabilitation de 20 logements à l'Aigle "Bâtiment Jean de la Varende".
Procédure : procédure adaptée.
Forme du marché : prestation divisée en lots : non.
Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :
- qualification professionnelle,
- note méthodologique,
- références,
- montant des honoraires.
Remise des offres : 8 décembre 2023 à 12 h 00 au plus tard.
Envoi à la publication le : 16 novembre 2023.
Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.
Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur : <http://www.orne-habitat.com>

Marchés publics

Procédure adaptée



Maîtrise d'oeuvre pour la réhabilitation de 38 logements collectifs à La Ferté-Macé

PROCÉDURE ADAPTÉE

Maître d'ouvrage : Logissia, 19, rue Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 61002 Alençon cedex.
Objet du marché : maîtrise d'oeuvre pour la réhabilitation de 38 logements collectifs.
Lieu : 9, rue Louis-Pasteur, 52, avenue Lemeunier-de-la-Raillière.
Critères de sélection et d'attribution : l'ensemble des modalités d'attribution sont inscrites dans le règlement de consultation.
Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :
- prix des prestations : 30 %,
- valeur technique : 60 %,
- références significatives de moins de 3 ans : 10 %.
Renseignements complémentaires :
Les candidats peuvent transmettre leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur du pouvoir adjudicateur dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.unlogementdanslorne.fr/marchés.html>
Retrait des dossiers : https://marchesonline.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_recherche.do
Réception des offres :
Transmission électronique sur : <https://www.marchesonline.com>
Date limite de réception des offres : mardi 2 janvier 2024 à 17 h 00.
Date d'envoi à la publication : Jeudi 16 novembre 2023.



MARCHÉS PUBLICS
TOUTES LES PLATEFORMES
TOUS LES APPELS
D'OFFRES
TOUS LES DCE

1 SEUL SITE
POUR COLLECTER LES ANNONCES
ET LES CAHIERS DES CHARGES

Abonnez-vous
au Pack famille
(journal + contenus
numériques)

35€
au lieu de
44€

Déjà abonné ?

Gérez votre abonnement en appelant un conseiller du lundi au vendredi de 8 h à 18 h (en privilégiant le créneau 12h - 15h)

abo.ouest-france.fr ou 02 99 32 66 66 (appel non surtaxé)

Membres du Conseil de Surveillance :
MM. David Guiraud, Président,
Mmes Christine Blanc-Patin, Vice-Présidente,
Valérie Cottéreau, Elsa Da Costa Grangier,
Annabel Desgrées du Loû,
Laurence Méhaignerie,
MM. Philippe Besnard, Denis Boissard,
Thierry Maillard.
SIPA représentée par M. Benoît Le Goaziou,
Association Ouest-France Solidarité représentée par M. Paul Hutin.

Principale associée : SIPA (Société d'investissements et de participations).
SIPA est contrôlée par l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste, association loi 1901, dont le Conseil d'Administration est composé de MM. David Guiraud, Bertrand Badré, Olivier Bonsart, Denis Boissard, Christophe Hutin, Benoît Le Goaziou, François Le Goaziou, Gabriel Petitpoint, Mmes Christine Blanc Patin, Annabel Desgrées du Loû, Laurence Méhaignerie, Anne-Marie Quéiméner, Dominique Quinio, Marie-Trinité Toufflet.

Publicité extralocale : 366 SAS
Tél. 01 80 48 93 66. www.366.fr
Publicité locale : ARPP
autorité de régulation de la concurrence
et de la concurrence
Tél. 02 30 88 07 75. www.additmedia.fr
Commission paritaire n° 0625 C 86666
N° ISSN : 0999-2138.

Impression : Ouest-France, 10, rue du Breil, 35051 Rennes cedex 9.
Parc d'activité de Tournebride, 44118 La Chevrolière.

Imprimé sur du papier produit en France, Suisse, Belgique, Allemagne, Espagne et Royaume-Uni, avec un taux moyen de fibres recyclées de 88.7%.
Eurotypisation : 0,010 kg/ tonne.

Tirage du mardi 21 novembre 2023 :
484 567

Avis administratifs

Préfecture de L'ORNE
Ouverture d'une enquête publique sur la demande présentée par le syndicat intercommunal pour l'alimentation en eau potable de la région de Gacé relative au prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine à partir du captage de la Gare sur le territoire de la commune de Cisa-Saint-Aubin

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté préfectoral, une enquête publique sur le projet susvisé, est prescrite du mardi 5 décembre 2023 à 17 h 30 au mardi 19 décembre 2023 à 18 h 00 dans la commune de Cisa-Saint-Aubin. Le commissaire enquêteur titulaire est Mme Cécile Robert, M. Éric Yvernès est nommé commissaire enquêteur suppléant.
Pendant la durée de l'enquête, le dossier et les différentes informations relatives à l'enquête sont consultables :
- à la mairie de Cisa-Saint-Aubin sur support papier aux jours et heures d'ouverture,
- sur le site internet des services de l'État dans l'Orne à l'adresse suivante : www.orne.gouv.fr (rubrique : politiques publiques, environnement, protection de l'environnement) où un lien sera déposé et orientera les usagers sur la page dédiée à ce dossier,
- sur un poste informatique au point d'accès numérique de la cité administrative place Bonet à Alençon, téléphone 02 33 32 50 50.
Des informations peuvent également être demandées auprès des services de la direction départementale des territoires à l'adresse suivante : ddt-seb-brep@orne.gouv.fr
Toute personne peut dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la préfecture de l'Orne : Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial, bureau de la coordination interministérielle et de l'environnement, 39, rue Saint-Blaise, 61018 Alençon cedex.
Le commissaire enquêteur assurera une permanence et se tiendra à la disposition du public aux jours et heures suivants :
Mairie de Cisa-Saint-Aubin :
- mardi 5 décembre 2023, 17 h 30 à 19 h 00,
- lundi 11 décembre 2023, 14 h 30 à 17 h 30,
- lundi 18 décembre 2023, 9 h 30 à 12 h 00.
Le public pourra également formuler ses observations pendant toute la durée de l'enquête :
- soit en les adressant à la mairie de Cisa-Saint-Aubin, siège de l'enquête, à l'attention du commissaire enquêteur, à l'adresse suivante : le bourg, 61230 Cisa-Saint-Aubin,
- soit en les signant directement sur le registre d'enquête déposé en mairie de Cisa-Saint-Aubin et mis à la disposition du public,
- soit en les déposant sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialisee.fr/> 4050
Les observations formulées par voie postale ou par courriel sont annexées au registre d'enquête tenu à disposition à la mairie siège de l'enquête. Ces dernières seront consultables par le public dans les meilleurs délais sur le site internet : www.orne.gouv.fr ou sur support papier à la mairie de Cisa-Saint-Aubin.
Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie de Cisa-Saint-Aubin ou sur le site internet des services de l'État dans l'Orne à l'adresse suivante : www.orne.gouv.fr pendant une durée d'un an.
À l'issue de la procédure, le préfet de l'Orne prendra un arrêté d'autorisation assorti du respect de prescriptions ou un arrêté de refus.

Vie des sociétés



SHAKESPEARE & CIE
Forme : société par actions simplifiée
Capital social : 10 000 euros
Siège social : Le Verger
61110 SAINT-GERMAIN-DES-GROIS
534 930 904 RCS Alençon

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Aux termes du procès verbal de l'AGE du 10 novembre 2023, il a été décidé de transférer le siège social du «Le Verger, 61110 Saint-Germain-des-Grois» au «13, Le Vallat, 43450 Blesle» et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.
Mention sera faite au RCS d'Alençon et la société sera immatriculée au RCS Le Puy-en-Velay.

Pour avis
Le Président.

THREEMAX

Forme : SCI société en liquidation
Capital social : 762 euros
Siège social : rue Desrivières
61100 FLERS
389 664 384 RCS d'Alençon

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Aux termes d'une décision en date du 28 octobre 2023, les associés ont approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur M. Maxime Bisson demeurant 70, rue de Belfort, 61100 Flers et prononcé la clôture de liquidation de la société.
La société sera radiée du RCS du Alençon.

Le Liquidateur.

Décisions du tribunal de commerce d'Alençon

Le 6 novembre 2023, prononcé de la liquidation judiciaire de la société Maison Marguerite (SARL), la vente en direct d'objet de décoration, relaxation, bien-être, cosmétiques..., 22, rue du Griffon, 61200 Argentan, RCS Alençon 902 711 498. Liquidateur : Selari C. Basse (Me Christophe Basse), 24, rue des Emangeards, BP 83, 61303 L'Aigle cedex.

Notre publication adhère à



dont elle suit
les recommandations

Les remarques concernant une publicité parue dans notre publication sont à adresser au



autorité de
régulation professionnelle
de la publicité
23 rue Auguste Vacquerie
75116 Paris
www.arpp-pub.org

Les remarques concernant les petites annonces classées sont à adresser directement au journal

Accidents médicaux

Pas d'indemnisation pour perte de gains si on ne cherchait pas de travail

À la suite d'une intervention chirurgicale qui lui avait laissé des séquelles, une patiente avait été indemnisée par l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux (Oniam). Mais l'Oniam contestait devoir verser une indemnité pour l'impossibilité de reprise d'un travail qui aurait généré des revenus.
Au moment de l'opération, cette patiente avait cessé de travailler depuis plusieurs années et rien n'établissait qu'elle aurait cherché à travailler à nouveau si l'accident médical ne l'en avait pas empêchée, plaidait l'Oniam. Elle n'était pas inscrite comme demandeuse d'emploi, elle ne prouve pas avoir présenté sa candidature auprès d'employeurs.
En réplique, l'intéressée présentait les témoignages de voisins et de proches auxquels elle avait dit avoir l'intention de reprendre un travail. Mais ces témoignages sont insuffisants, a conclu la Cour de cassation.
Selon elle, une indemnisation aurait pu procurer un profit à la victime alors que le principe de l'indemnisation est de ne provoquer ni perte, ni profit.
(Cass. Civ 1, 13.9.2023, N 22-18.867).

Accident du travail

La condamnation pour blessures involontaires implique la faute inexcusable

Un employeur condamné en correctionnelle à la suite d'un accident du travail ne peut pas contester par la suite sa faute inexcusable, a jugé la Cour de cassation. Un apprenti, obéissant aux instructions de son patron, avait escaladé la balustrade de l'échafaudage pour intervenir ponctuellement plus facilement sur son travail et il était tombé. Il réclamait en justice la reconnaissance de la faute inexcusable de son patron, afin d'être mieux indemnisé.
Les deux parties s'étaient alors opposées en justice pour savoir si le dirigeant avait bien pris des mesures de sécurité pertinentes et effectives sur ce chantier et pour savoir quelle était la cause réelle de l'accident. Le salarié a finalement échoué, les juges n'ayant pas reconnu de faute inexcusable.
Mais ils ont eu tort, a rectifié par la suite la Cour de cassation, car dans la mesure où cet employeur a été définitivement condamné pénalement, il est déjà jugé et il est donc déjà établi qu'il a eu conscience du danger et n'a pas pris les mesures adéquates, ce qui est la définition de la faute inexcusable.
(Cass. Civ 2, 1.6.2023, Q 22-15.166).



Abonnez-vous vite !

30€
pour 2 mois



Chaque jour, votre journal livré chez vous avant 7 h 30.
INCLUS, un accès numérique à partager avec 4 de vos proches.

Envoyez le bon sans affranchir à :
Service Clients - Libre réponse 94114
35099 Rennes Cedex 9

02 99 32 66 66 (prix d'un appel local)
du lundi au vendredi de 8 h à 18 h
CODE : S222OFIR/APFI

Gagnez du temps : abo.ouest-france.fr/2mois

☒ **OUI, je souhaite m'abonner au Pack famille Ouest-France :**
Pendant 2 mois 7j/7, le journal papier livré à domicile pour 30 € au lieu de 88 €*, soit 65 % de réduction.
INCLUS, un accès aux contenus numériques à partager avec 4 proches de mon choix.
C222OFIR

Je complète mes coordonnées

☐ Mme ☐ M.
Nom
Prénom
Adresse

CP Ville
Tél.
Email

Je laisse mon email pour bénéficier des contenus numériques.

Je règle 30 € par :

☐ chèque bancaire
ou postal à l'ordre
de Ouest-France

Date et signature obligatoires :

Vous préférez régler par carte bancaire ?
Rendez-vous sur abo.ouest-france.fr/2mois

*Voir conditions sur abo.ouest-france.fr/2mois.

Vos données personnelles font l'objet de traitements informatiques de la part de la société Ouest-France et sont utilisées notamment pour gérer votre abonnement, vous informer sur nos produits et services analogues ainsi qu'à des fins de relations commerciales. Elles seront conservées 3 ans après la fin de votre contrat sauf dispositions légales contraires. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation et de portabilité, en vous adressant directement par email à dpdp@spia.ouest-france.fr ou par courrier à « DPO SIPA Ouest-France », 10, rue du Breil - 35051 Rennes Cedex 9 - ou en introduisant une réclamation auprès de la CNIL, Société Ouest-France - SA à Directeur et Conseil de surveillance au capital de 300 000 € - 377 714 654 RCS Rennes. IDU FR217483_03HKQW.